

Le pouvoir aux travailleurs

17 FEV 1997

N° 42

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- LES MILITANTS DE LA FESCI ONT RAISON DE SE BATTRE. MAIS L'AVENIR, C'EST LA DESTRUCTION DU CAPITALISME	2 - 4
- INDUSTRIE TEXTILE: LA FRAUDE FAIT PARTIE DU FONCTIONNEMENT DU CAPITALISME !	5 - 6
- MAIRE PDCI, MAIRE FPI : TOUS AU SERVICE DES RICHES	7 - 8
- LE MINISTRE DU TRAVAIL FAIT DE LA DEMAGOGIE	8 - 9
- AUGMENTATION DU PRIX DU GAZ	9 - 10
- ALGERIE : LES POPULATIONS PRISES ENTRE L'ENCLUME DU POUVOIR ET LE MARTEAU DES EXTREMISTES RELIGIEUX ..	10 - 12
- VIVE LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIERE DE COREE !	12 - 13

LES MILITANTS DE LA FESCI
ONT RAISON DE SE BATTRE,
MAIS L'AVENIR,
C'EST LA DESTRUCTION
DU CAPITALISME.

Dans la nuit du mardi 21 au mercredi 22 janvier dernier, suite à un appel à la grève générale, dans les établissements scolaires et universitaires, lancé par la FESCI (Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire) pour protester, d'une part, contre la diminution de la bourse des étudiants décidée par le gouvernement et, d'autre part, contre l'arrestation arbitraire de certains des principaux dirigeants du mouvement étudiant, le gouvernement dictatorial a lâché, comme des chiens enragés, une horde de militaires et de policiers sur le campus universitaire de Yopougon pour réprimer toute tentative de mobilisation des étudiants. Il s'en est suivi des bagarres entre ceux-ci et les forces de l'ordre. Des armes à feu ont été utilisées par ces dernières. Deux étudiants ont été blessés par balles alors que dans une autre cité universitaire, une intervention musclée des forces de l'ordre s'est soldée par la mort d'un étudiant qui aurait sauté par la fenêtre de sa chambre pour fuir la répression.

Ce n'est pas la première fois qu'un tel bras de fer oppose les militants de la FESCI aux autorités ivoiriennes. On se souvient qu'en 1990, c'est sous la pression conjuguée de la rue et de l'impérialisme notamment français que la dictature de Houphouët a cédé et a instauré le multipartisme. C'est dans ce contexte qu'est née cette organisation qui, quoiqu'officiellement dissoute en 1992, incarne la lutte pour la défense des intérêts des étudiants et élèves.

La FESCI demande le paiement régulier des bourses qui, souvent, tombent avec plusieurs mois de retard. Elle revendique aussi des meilleures conditions de vie et de travail dans les campus et les universités qui sont aujourd'hui laissés presque à l'abandon. A la cité universitaire de Yopougon, par exemple, les étudiants partagent souvent à plusieurs une chambre exiguë. Ils mangent mal, parfois pas du tout et se contentent d'un morceau de pain ou du garba sans poisson ni rien. C'est vraiment une vie de galère ponctuée souvent par des descentes des forces de

l'ordre qui bastonnent, humilient et tuent parfois ou violent des étudiantes ou des proches des étudiants, comme lors des événements de 1992.

Mais au-delà de tout cela, ce qui inquiète et révolte en même temps la plupart des étudiants ivoiriens, comme ceux des autres pays d'Afrique d'ailleurs, c'est la perspective de leur avenir en général quasi bouché. En effet, il n'y a pas longtemps, pour faire fonctionner le système au service des riches, l'Etat avait besoin du personnel et n'hésitait pas à recruter. Ainsi, le diplôme était une sorte de sésame qui ouvrait toutes les portes. Ceux qui en possédaient avaient la possibilité d'accéder facilement à un poste, souvent bien rémunéré. Parmi les diplômés, ceux qui en plus faisaient du zèle et acceptaient toutes les humiliations possibles de la part de leurs supérieurs pouvaient même grimper très haut dans la hiérarchie et devenir des ministres, des PDG et autres directeurs.

Mais aujourd'hui cette période est révolue. A cause de la crise économique, l'Etat ne recrute presque plus. La tendance est même au dégraissage. Par conséquent, la possession d'un simple diplôme ne suffit plus pour avoir un travail. Il ne suffit pas non plus d'être prêt à accepter toutes les humiliations et autres bassesses possibles pour accéder au cercle fermé des privilégiés. Pour avoir un simple travail, sans que cela ne soit même pas considéré comme une "réussite", il faut d'autres atouts, notamment des relations, surtout le piston indispensable, dont ne bénéficient que les enfants des riches.

Ainsi s'explique, en Côte d'Ivoire comme dans les autres pays africains, le nombre sans cesse croissant de jeunes diplômés issus des familles pauvres et condamnés à être des chômeurs. Il existe même des clubs ou des associations de chômeurs diplômés. L'année passée, en Côte d'Ivoire, il y avait environ 260 médecins au chômage, dont certains ont dû passer un concours pour être recrutés par l'Etat. Ce qui est un paradoxe criminel, quand on sait que dans n'importe quel village ou ville, les populations ont grandement besoin de personnel de santé! On peut multiplier d'autres exemples de ce genre dans d'autres domaines montrant combien les dirigeants se moquent des préoccupations des populations.

C'est donc toute cette situation d'ensemble qui est à l'origine de la révolte et des luttes des étudiants militants de la FESCI. Ces luttes sont justes. Les étudiants ivoiriens qui se battent pour leurs intérêts ont raison de le faire.

Mais quels que soient les problèmes de ces derniers, force aussi est de constater que, dans la société actuelle, ils sont eux-mêmes des privilégiés. Grâce à leurs études, au privilège qu'ils ont d'accéder au savoir moderne, ils détiennent ou pourraient détenir un moyen qui puisse leur permettre d'avoir un jour du travail. Nombreux d'ailleurs sont parmi eux ceux qui rêvent déjà de remplacer les dirigeants actuels et peut-être qu'ils seront les Bédié et autres Fologo de demain. Certains des politiciens actuels au pouvoir en Côte d'Ivoire ou dans d'autres pays africains n'ont-ils pas été eux-mêmes des militants des organisations d'étudiants africains comme la FEANF en France par exemple, ou d'autres organisations nationales?

Si donc l'acquisition d'un diplôme ou de quelques connaissances modernes peut donner à tout étudiant l'illusion ou la possibilité de s'intégrer dans la société et, de façon objective, fait de lui un privilégié, il n'en est pas de même, par contre, pour des millions d'autres jeunes qui, eux, n'ont même pas la chance de rêver d'une réussite quelconque: il s'agit essentiellement des enfants issus des familles pauvres, des villes comme des campagnes, généralement sans formation aucune, condamnés dès leur berceau, pourrait-on dire, à être des manoeuvres sur des chantiers, des dockers, des ouvriers dans des usines ou tout simplement des délinquants, des mendiants, après avoir passé leur enfance comme cireurs de chaussures. Dans le même ordre, on peut citer aussi les millions de jeunes filles à qui la société n'offre pas une autre perspective en dehors de celle du mariage forcé ou de la prostitution.

Mais cette situation n'est pas due à une quelconque fatalité. La principale source du sort réservé aux jeunes issus des familles pauvres en général, qu'ils soient diplômés ou pas, c'est le système actuel, le capitalisme. C'est lui qui veut qu'une minorité de privilégiés parasites bénéficie seule des richesses et exclue ainsi l'écrasante majorité des familles pauvres et leurs enfants de toute possibilité de vie digne de notre époque. Si l'on veut donc que tous les jeunes accèdent à la culture moderne dans les meilleures conditions, aient un travail tout en mettant leurs compétences au service de la société, la seule perspective, c'est d'en finir avec le capitalisme, en arrachant les richesses des mains de la bourgeoisie et en les mettant en commun pour satisfaire les besoins collectifs de tous. Espérons qu'au travers de leurs luttes courageuses contre la dictature de Bédié, certains militants de la FESCI en arriveront à cette conscience et se consacreront à cette perspective-là.

**INDUSTRIE TEXTILE :
LA FRAUDE FAIT PARTIE
DU FONCTIONNEMENT DU CAPITALISME!**

A entendre le PDG d'UNIWAX ou certains responsables de FIBAKO qui pressent le ministre délégué, chargé du Plan et du Développement industriel de mener une action efficace contre ce qu'ils appellent une "concurrence déloyale", l'industrie textile aurait d'énormes difficultés en ce moment.

Selon Fraternité-Matin du 27 janvier dernier, qui rapportait les propos du PDG d'UNIWAX, "le marché national a été saturé en 1996 de près de 3,5 millions de yards soit environ 3,2 millions de mètres de tissus et pagnes fabriqués généralement au Nigéria et dans les pays d'Afrique australe. Sur ces tissus, sont imprimées les copies des motifs de Wax-Côte et Texicodi".

Du côté de FIBAKO, c'est la même sonnette d'alarme: SOFITIS, l'une de ses unités industrielles, ne "tarderait pas à mettre la clé sous le paillason", s'il se poursuit "la concurrence déloyale de produits d'importation suivie de la liquidation à vil prix de ces produits parfois prohibés..."

Quand les affaires de ces gens-là marchent, ils vantent volontiers les mérites du "libéralisme". Et dans ce cas, ils ne veulent pas que l'Etat intervienne dans leurs affaires. Ce qui ne les empêche d'ailleurs pas de faire appel à l'Etat pour que celui-ci lui accorde divers avantages fiscaux quand ce n'est pas la protection du "marché national" ou en augmentant les

taxes douanières ou en déclarant "la guerre à la fraude".

Alors, comme le gouvernement est au service de ces gens-là, le ministre délégué chargé du Plan et du Développement industriel a promis de "dégager des solutions définitives pour éradiquer la fraude et le dumping".

Ces industriels "locaux", tout en cherchant à protéger le "marché national" avec l'appui de "leur" Etat, essaient de prendre une part du marché international. Exactement comme leurs concurrents qui leur créent tant de soucis ne verraient pas d'un bon oeil que "leurs" pays soient ouverts aux autres.

Et ce n'est pas seulement dans les pays capitalistes pauvres que ça se passe comme ça. Aux USA, en Europe, face à une concurrence japonaise plus dynamique et plus performante sur le marché de l'automobile par exemple, des sociétés comme Peugeot et Renault ont demandé ouvertement à l'Etat français de fixer le nombre des voitures japonaises à importer en France et d'augmenter les taxes douanières pour rendre ces voitures plus chères et donc moins compétitives.

Il n'y a donc pas de concurrence "loyale" ou "déloyale" dans le système capitaliste. Le prétendu libéralisme est tout simplement une sorte de jungle où les gros

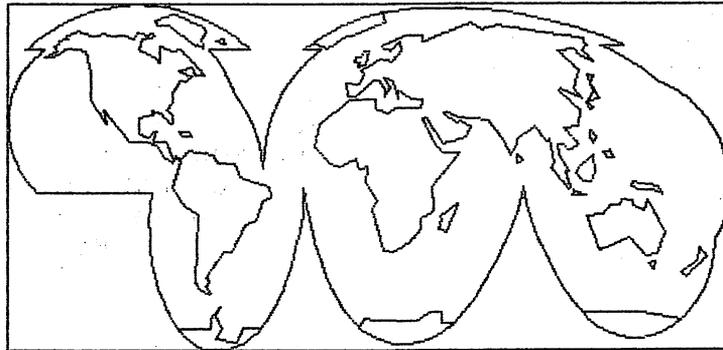
mangent les petits et où ceux qui sont puissants écrasent impitoyablement les rivaux faibles.

Alors, si entre les capitalistes eux-mêmes il n'y a pas de place pour les sentiments, ils ne peuvent en avoir guère à l'égard des ouvriers sur le dos desquels ils s'enrichissent.

C'est pourquoi, surtout en ces temps de crise, si les ouvriers ne veulent pas être sacrifiés sur l'autel de la "compétitivité" et du profit à tout prix, il ne faut pas qu'ils tiennent compte des plaintes incessantes des patrons. Ces gens

ne sont jamais satisfaits des profits qu'ils accumulent. C'est pourquoi, d'un côté ils essaient d'obtenir au maximum ce qu'ils peuvent recevoir de l'Etat, et de l'autre ils utilisent tous les prétextes pour maintenir les salaires toujours bas et amener les travailleurs à taire toutes revendications. Pour défendre leurs intérêts, ils mettent au point toute une politique consistant à dire par exemple que rien ne marche, qu'ils n'arrivent pas à écouler leur production, etc. Face à cette politique des patrons, les travailleurs, eux aussi, doivent avoir leur propre politique pour défendre leurs intérêts.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

MAIRE PDCI, MAIRE FPI :
TOUS AU SERVICE DES RICHES

Amondji, maire FPI d'Adjamé, a annoncé la couleur aux petites marchandes d'Adjamé: déguerpissement de tous les vendeurs du marché d'Adjamé au mois de mars.

Cette nouvelle a mis les femmes du marché d'Adjamé en colère. Elles l'ont manifesté en marchant bruyamment dans les rues de la commune, d'où elles ont été brutalement dispersées par les forces de l'ordre. Comment vont-elles faire pour nourrir leurs familles? Comment peut-on les chasser comme ça, comme moins que rien, en leur enlevant ainsi leur source de petits revenus? C'est pas possible! Et pourtant, si! Ce maire FPI et derrière lui, le gouvernement PDCI, ont d'autres priorités. Ce qui peut arriver à ces vendeuses, dont le petit commerce est souvent le seul moyen pour nourrir toute une famille, ne rentre pas dans les préoccupations de ces messieurs-là.

Aux vendeuses qui demandent un délai d'un an, le temps de prendre leurs dispositions, Amondji a montré son total mépris. Il répond avec cynisme dans la presse du 4 février: "La mauvaise foi est la chose la mieux partagée à Adjamé (...). On me demande de reculer le délai de déguerpissement d'un an. Pourquoi? Ce ne sont pas des habitations que ces commerçants occupent?".

Invité à Fraternité-matin qui lui consacre deux pleines pages dans sa parution du 14 février, il dit "je voudrais que nous développons notre chère Côte d'Ivoire dans la fraternité et la convivialité". C'est là un exemple de phrase qui montre à quel point les uns comme les autres, ceux du pouvoir comme ceux de l'opposition, ont rigoureusement la même politique, le même langage, pour peu qu'ils accèdent à la gestion des affaires de la bourgeoisie.

"Nous voulons un marché digne d'Abidjan" nous dit Amondji. Tout ça, ce ne sont que des histoires. Ce qu'ils veulent en fait, c'est d'augmenter et de systématiser le racket qu'ils opèrent sur les vendeurs de ce marché. C'est pourquoi ils ont besoin de mettre tout le monde dehors pour les recenser ensuite un à un, et les faire payer.

D'ailleurs, les femmes ne disent-elles pas que le maire leur demande de payer dès maintenant la somme de 350.000F par vendeuse, pour occuper une place de 1,25 m² au rez-de-chaussée et 750.000F au premier étage pour 2,5m² dans ce futur marché? Quelles vendeuses d'attieké, d'ignames ou de gombo peuvent payer une telle somme? De plus, dans le même temps, on leur demande de quitter les lieux! Le cynisme de tous ces politiciens de la bourgeoisie

L E U R S O C I E T E

n'a pas de borne! Amondji dit même qu'il ne dispose pas dans le budget de sa commune de la somme de 4,8 milliards que nécessite le financement de ce nouveau marché. Il compte par conséquent sur les futures occupantes de ce marché pour lui avancer cette somme.

Voilà avec quel mépris des petites gens, les politiciens de la bourgeoisie gèrent leurs affaires. Ceux du pouvoir ou ceux de l'opposition qui participent déjà à la mangeoire diront qu'ils oeuvrent pour le "développement" de la "nation". Les autres, ceux qui se bousculent encore à la porte, parleront pour l'instant plus volontiers de "démocratie". Seulement "nation",

"développement" ou "démocratie", ne sont que des mensonges des politiciens au service de la classe des riches.

Amondji, celui-là même qui parlait, il n'y a pas encore longtemps, de "démocratie" ou de "l'intérêt du peuple", à peine le voilà dans les affaires de la bourgeoisie qu'il envoie déjà sa police frapper à coups de matraque les petites gens, en même temps qu'il leur fait les poches! Sa fameuse "démocratie", il peut effectivement la laisser dans les vestiaires du siège du FPI pour les Gbagbo ou autres Don Mello qui en ont encore besoin pour se masquer. Lui Amondji, jusqu'aux prochaines élections, il peut s'en passer.

LE MINISTRE DU TRAVAIL FAIT DE LA DEMAGOGIE

Fraternité-Matin du 7 février nous apprend que Atsain Achi a donné 2 semaines à un certain Vandeker Khove, DG de la Barclays-Bank, pour quitter la Côte d'Ivoire. On se demande ce qui a piqué ce ministre, alors que lui comme tous ses collègues nous ont donné l'habitude de les voir toujours en train de cirer, avec leur cravate, les chaussures des riches.

Le ministre du Travail, qu'on devrait appeler le patron des chômeurs, reproche à ce DG d'avoir "institué une odieuse politique d'humiliation permanente des cadres ivoiriens". "Ce comportement rappelle

dangereusement les pratiques du temps colonial en Afrique, ce qui n'est pas acceptable pour la Côte d'Ivoire et son gouvernement", ajoute-t-il.

De quoi faire rire les travailleurs du bâtiment ou des usines, eux qui non seulement sont surexploités par les capitalistes, mais en plus, bafoués dans leur dignité chaque jour qu'ils vont au travail. Et "ces pratiques du temps colonial", pour reprendre la phrase de ce ministre qui fait semblant de s'élever contre cela et de découvrir de telles pratiques, sont surtout utilisées par les patrons

L E U R S O C I E T E

ivoiriens eux-mêmes contre leurs ouvriers.

C'est dire qu'il n'y a pas d'un côté des riches étrangers avec des comportements qui rappellent "le temps colonial", contre les "ivoiriens" riches et pauvres tous confondus, comme veut nous le faire croire ce ministre démagogue à la solde de ces mêmes riches. Non, la réalité c'est qu'il y a d'un côté la classe des riches exploités et arrogants et de l'autre la classe des pauvres, des exploités, qui subissent le joug du capitalisme.

On ne sait pas ce qu'à fait ou a dit ce DG de la Barclays-Bank aux "cadres ivoiriens", ou peut-être, après tout, à Achi lui-même. Peut-être qu'il a fait

comprendre à ce dernier qu'il n'est rien d'autre qu'un commis de l'Etat qui est payé pour lui cirer ses chaussures. Ça rappelle "le temps colonial"? Peut-être.

En tout cas, ce qui est sûr, c'est que Achi, lui, personnellement, a envoyé ses hommes armés de matraques, à plusieurs reprises, depuis qu'il est ministre, contre des chômeurs, les pourchassant dans les rues d'Abidjan comme des chiens, faisant parmi eux plusieurs blessés, alors que ceux-ci ne demandaient que ce qui leur revenait. Ça rappelle le "temps colonial"? Oui, certainement. Et il ne reste plus qu'aux travailleurs, au chômage ou pas, de suivre l'exemple de Achi: le virer.

AUGMENTATION DU PRIX DU GAZ

La grosse bouteille de gaz butane a vu son prix augmenté d'un seul coup de près de 500F, passant ainsi de 3010F à 3500F, depuis le 9 janvier. Pour justifier cette augmentation, le ministre du commerce nous indique que "cette même bouteille de gaz est de 7.000F au Togo. A supposer que ce ministre dise vrai, puisqu'il aime faire les comparaisons, on pourrait lui demander combien coûte le prix de l'essence ou le prix du gasoil au Ghana ou au Burkina? Puisqu'en même temps qu'il a annoncé l'augmentation du prix du gaz, le

prix du gasoil a lui aussi grimpé de 3%, passant de 270F à 278,1F.

Pour ces gens-là, il est vrai que la somme de 500F est dérisoire. Mais il n'en va pas de même pour les familles de travailleurs qui sont déjà pris au collet par la cherté de la vie.

Quand il s'agit de faire des cadeaux par centaines de milliards de francs aux riches, le gouvernement trouve l'argent. Et pour cause! ils prennent dans

L E U R S O C I E T E

la poche des pauvres pour le leur donner.

réchauds à gaz avec quelques facilités de paiements.

Et ce qui est par ailleurs scandaleux, c'est qu'il y a à peine quelques mois, le gouvernement a mené toute une propagande à la télé, à la radio, dans les journaux, pour que les ménagères utilisent le gaz pour faire leur cuisine au lieu du charbon, pour la protection de la forêt, disait-il. Des entreprises ont même été mises à contribution pour qu'elles permettent aux travailleurs d'acheter des

Et le ministre du commerce a même poussé le cynisme jusqu'à en appeler "au sens civique de la population, au nom du gouvernement".

Le "sens civique", les travailleurs l'auront le jour où ils mettront toutes ces crapules à la porte pour diriger eux-mêmes la société selon leurs intérêts de classe.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* *
*
*

ALGERIE

**LES POPULATIONS PRISES
ENTRE L'ENCLUME DU POUVOIR
ET LE MARTEAU DES EXTREMISTES
RELIGIEUX**

Vingt-trois personnes ont été égorgées entre le 22 et 25 janvier par un groupe armé islamique à 100 km au sud d'Alger et cinq autres dans la capitale même. Parmi les victimes, il y avait des femmes, dont certaines enceintes, et des enfants. Déjà le 16 janvier dernier, au moins 14 personnes ont trouvé la mort et une cinquantaine blessées lors

d'un attentat à la bombe déposée à un marché de Boufarik (25 km au sud d'Alger); dans cette même ville, une voiture piégée y avait fait 27 morts et des blessés graves... La liste de ces attentats aveugles est longue. Selon les chiffres officiels, ces actes terroristes des assassins du GIA, groupe armé de l'ex-FIS, ont tué 250

personnes lors du ramadan et entre 50 000 et 100 000 au cours de ces cinq dernières années.

Ces assassins du GIA croient qu'en s'attaquant aux populations désarmées, en semant le chaos et la panique dans le pays, la psychose dans les foyers, ils vont obliger le dictateur Zéroual à démissionner; ils croient, par leurs actes barbares, pousser le gouvernement français à retirer son soutien au régime d'Alger et obliger le pouvoir à organiser des élections.

Ces extrémistes religieux, qui ne jurent que par le coran, n'ont aucun respect de la vie. Et si demain ces fanatiques arrivent au pouvoir, ce sera pour museler les populations algériennes. Ce sera une dictature féroce qui s'abattra sur celles-ci : interdiction de tous les partis politiques, interdiction du droit de grève par exemple. Les lois coraniques les plus rétrogrades, telles que la charia, le port obligatoire du voile pour les femmes, leur soumission totale à leur mari comme en Afghanistan ou en Iran seront appliquées avec rigueur. Voilà ce que réservent ces extrémistes religieux aux travailleurs et à tous les pauvres d'Algérie.

Les dirigeants algériens, eux, n'ont pas de solution devant la misère qui grandit dans le pays tout comme face aux mesures de licenciements qui frappent une partie de la classe ouvrière algérienne. Car ces deux phénomènes sont liés à la crise qui sévit dans tous les pays, en particulier les pays sous-développés et dépasse le seul cadre de l'Algérie. Quant à la montée de la violence qui déchire le pays, à l'insécurité qui règne dans la population, le pouvoir se retranche derrière la lutte

contre les "extrémistes" et un prétendu "complot" ourdi de l'extérieur pour se donner une légitimité, pour justifier sa politique de répression et pour détourner l'attention des populations des problèmes sociaux graves.

Plusieurs fois ces dirigeants ont annoncé l'anéantissement des groupes islamistes. Mais les nouveaux massacres des populations prouvent plutôt le contraire. N'empêche. Ils continuent de mentir. Le 24 janvier, à la télévision, Zéroual s'est engagé à "exterminer" tous les groupes armés. En bon militaire de carrière (il est Général), il ne connaît qu'une seule solution: la guerre contre les Islamistes et la répression contre les populations et tous ceux qui contestent son régime. Car sous prétexte de réduire les poches de résistance des groupes armés, ce sont des quartiers d'Alger et d'autres villes, des villages entiers qui sont quadrillés et pris d'assaut, qui ont essuyé les balles de l'armée, aidée par des milices financées par le pouvoir.

D'un côté comme de l'autre, les assassins du pouvoir et les assassins du GIA ont semé et sèment la mort. Les principales victimes sont bien sûr les populations prises en otage, entre deux feux. Elles continuent à faire les frais du bras de fer qui oppose depuis cinq ans les dirigeants et les différents groupes armés.

Les travailleurs algériens, tout comme les pauvres, sont traumatisés par la vague de violences qui secouent le pays depuis cinq ans. Ils prennent des coups des deux côtés. Alors il n'y a pas à prendre parti pour un camp ou pour l'autre. Il

est plutôt de l'intérêt des travailleurs et de l'ensemble des pauvres de s'organiser à part, de façon autonome, ne serait-ce que pour se défendre, ou mieux, porter eux-aussi des coups au pouvoir et aux extrémistes religieux. Seule une défense

collective, une mobilisation générale des pauvres, peut empêcher le pays de s'enfoncer encore plus dans le cycle de la violence avec pour toile de fond le renforcement de la misère due au pourrissement du capitalisme à l'échelle de la planète.

**VIVE LA LUTTE
DE LA CLASSE OUVRIERE DE COREE!**

Le 26 décembre de l'année dernière une grève a été déclenchée à Séoul à la suite d'un vote "clandestin" d'une loi anti-ouvrière au parlement. En effet, sous prétexte que les députés de l'opposition font de l'obstruction, le gouvernement de Kim Young-sam a fait voter à l'aube, en l'absence de ceux-ci, cette nouvelle loi qui permet par exemple d'augmenter la durée hebdomadaire du travail jusqu'à 56 heures, en fonction des besoins de la bourgeoisie. Cette même loi permet également aux bourgeois de faire appel plus facilement à la main d'oeuvre intérimaire en cas de grève. Elle facilite également le licenciement des grévistes. Elle renforce les pouvoirs de la police politique. Elle interdit également jusqu'à l'an 2000 l'existence de tout autre syndicat que celui officiel et unique. Ainsi, le KCTU qui regroupe pourtant 500.000 adhérents n'est pas reconnu.

Ainsi donc, par cette nouvelle loi, le gouvernement voulait reprendre à la classe ouvrière les quelques avantages, plus particulièrement dans les grandes entreprises, qui avaient été arrachés à la bourgeoisie coréenne et aux multinationales

par les luttes revendicatives des années passées. Mais c'était compter sans la combativité de cette classe ouvrière.

Depuis le 26 décembre, le mouvement de grève s'est étendu et a touché les plus grandes entreprises du pays comme Hyundai, Samsung, Daewoo. De grandes manifestations de rue ont eu lieu à Séoul. Et fidèle à sa tradition, le pouvoir de la bourgeoisie coréenne a envoyé ses forces de l'ordre pour mâter les manifestants. Jusqu'au 18 janvier, une grande partie de l'industrie était paralysée. Ce n'est que lorsque que le chef de l'Etat déclara que la loi pourrait être rediscutée au parlement que le mot d'ordre de grève nationale a été suspendu. Toutefois, une journée de grève par semaine sera maintenue de même que des manifestations de rue jusqu'au retrait complet de la loi. Passé ce délai d'un mois, la principale centrale syndicale a déclaré qu'elle pourrait de nouveau faire appel à la grève et l'étendre y compris au secteur public.

Une fois de plus, la classe ouvrière coréenne a montré sa combativité. Elle refuse de se sacrifier sur l'autel de la

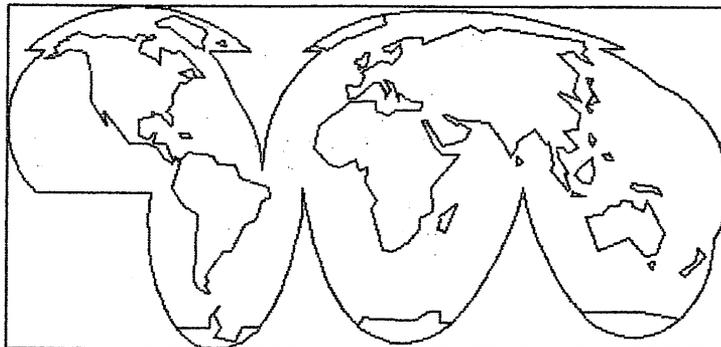
bourgeoisie. Celle-ci voudrait en effet, au nom de l'"intérêt économique national", que la classe ouvrière, notamment celle des grandes entreprises, accepte des conditions de plus en plus dures afin de maintenir des profits élevés. Eh! bien, cette classe ouvrière a dit non. Et rien que de ce fait, elle a déjà donné un exemple à suivre pour d'autres travailleurs.

La Corée fait partie de ces pays de l'Asie du Sud-Est communément appelés les "Dragons". Les dirigeants des pays d'Afrique, de même qu'un certain nombre d'intellectuels bourgeois nationalistes citent souvent ces pays comme des exemples à suivre pour sortir le continent du sous-développement. Il est bien entendu absolument faux de croire que petit à petit, dans le cadre du système capitaliste l'Afrique pourra s'en sortir. La Corée fait certes partie, grâce entre autres, aux capitaux occidentaux et japonais, des onze pays les plus riches du monde. Mais les statistiques

économiques de la bourgeoisie sont une chose et la réalité que vit l'écrasante majorité de la population en est une autre. Celle-ci vit en effet dans la misère. Sa condition est bien plus proche de n'importe quel pays pauvre d'Asie que des pays riches occidentaux. Pas plus pour les pays riches que pour les pays pauvres, le capitalisme ne constitue un avenir. Il est au contraire synonyme de guerres, de pillage, de chômage, de gaspillage. Seule une petite minorité profite des possibilités énormes que la science et la connaissance offrent à l'humanité. Une telle société ne peut pas constituer un avenir. Celui-ci ne se construira qu'en se débarrassant d'abord du capitalisme.

Mais, exemple pour exemple, les prolétaires d'Afrique peuvent s'inspirer de la combativité de leurs frères coréens pour montrer leur colère à leurs exploiters et le chemin de la lutte à l'ensemble des déshérités.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.